

Algérie : le syndrome tunisien peut-il opérer ?

Par Ahcène Amarouche*

En ce début 2011, l'Algérie a connu durant quatre jours, sur tout le territoire national, des émeutes sanglantes ayant entraîné mort d'hommes. C'est le résultat d'une décennie d'un marasme généralisé, source d'un mal-être social qui a, d'année en année, gagné en intensité et en étendue. Les franges les plus nombreuses de la société sont frappées par une paupérisation grandissante, qui contraste avec la richesse d'une infime minorité, évidemment associée à la gestion des affaires (florissantes) de l'Etat. La tension sociale est d'autant plus vive que le régime autoritaire a opposé à toutes les formes de manifestation pacifique de la société civile une fin de non-recevoir depuis le début des années 2000 en se prévalant de l'état d'urgence instauré en 1992, devenu le prétexte à un contrôle social omniprésent. Alors que le pays sortait à peine d'une guerre sans nom où l'Etat a failli sombrer sous le poids des hordes terroristes, les émeutes se sont multipliées, touchant toutes les régions et diverses franges de la population. En 2001, année de triste souvenir pour la Kabylie, 123 jeunes sont tombés sous les balles des gendarmes. La répression bat son plein depuis, n'épargnant aucun groupe social, aucun corps professionnel qui, pour exprimer publiquement et pacifiquement leurs revendications, sont contraints de braver l'état d'urgence.

Les enseignants universitaires et les enseignants du secondaire, les journalistes et les employés de la presse écrite et audiovisuelle, les médecins spécialistes et le personnel hospitalier, tous représentés par leurs syndicats respectifs dont la loi reconnaît l'existence ; les résidents de quartiers défavorisés, les jeunes sans emploi, diplômés et non diplômés, etc. ont, à un moment ou à un autre, été matraqués sans ménagement par les forces de l'ordre, systématiquement déployées en grand nombre sur les lieux prévus des rassemblements. Partout et toujours, le pouvoir répond par la répression, les arrestations, le passage à tabac et l'emprisonnement des manifestants pris dans les rafles organisées par les forces de l'ordre. En dépit de l'existence de lois que le gouvernement a lui-même fait voter ou fait amender par le Parlement et qui, dans le texte déjà, limitent drastiquement les libertés individuelles et collectives, toute association de la société civile reste suspendue à la délivrance d'un acte administratif dénommé «certificat de conformité» par les autorités en charge des associations sous peine d'être frappée de nullité aux yeux des institutions publiques. Sur instruction du désormais ancien ministre de l'Intérieur de la décennie 2000, les services du ministère de l'Intérieur continuent de ne plus délivrer aucun certificat de conformité à quelque association que ce soit, celle-ci dût-elle s'occuper d'ornithologie ou de quelque autre inoffensif hobby. Divisée en deux courants antagoniques sur la question du projet de société (laïque pour l'un, théocratique pour l'autre), la société civile apparaît éclatée, infiltrée qu'elle est par les agents du gouvernement jusqu'au sein des groupes dirigeants.

Un champ politique verrouillé par une prétendue alliance présidentielle aux ordres d'on ne sait qui, un champ associatif réduit aux soutiens circonstanciels d'un Président évanescant, usé par l'âge, la maladie et les intrigues de palais, une



Photo : Samir Sid

administration clientéliste, corrompue et incompétente, une justice ne possédant pas la technicité nécessaire pour traiter des affaires de corruption qui la submerge, soumise de surcroît aux ordres de l'exécutif, tels sont, avec le désert culturel ambiant que l'échec du projet éducatif n'a fait qu'accentuer, les aspects saillants de la situation de l'Algérie en ce début du vingt-et-unième siècle, pourtant si prometteur à son avènement. Il n'est pas étonnant que les émeutes soient devenues la seule forme d'expression d'une jeunesse en mal de vivre, privée de travail et de loisirs, sans revenus, sans logement et sans perspective de fonder un foyer ; elle que le matraquage d'un discours religieux mortifère et culpabilisateur a pourtant presque vidée de sa vitalité.

Plusieurs interrogations interpellent l'observateur de la scène politique algérienne, de quelque profil ou tendance qu'il soit.

1— Un régime autoritaire qui se nourrit de ce qu'il dépense en prébendes.

On peut s'interroger en premier lieu sur les raisons de la permanence d'un mode de gouvernance qui procède par la répression des droits et libertés des citoyens et qui dénie toute forme d'existence à la société civile tout en se targuant de pratiquer la démocratie (réduite en vérité à des élections pluralistes truquées, dont attestent les taux ubuesques de suffrages exprimés en faveur des élus-désignés). Bien qu'héritier d'un régime non moins autoritaire (dont l'actuel chef de l'Etat avait été, au demeurant, une des figures marquantes), le régime présidentiel instauré par Abdelaziz Bouteflika se distingue par maints traits pourtant de celui de Houari Boumediène auquel nous faisons référence ici. Au populisme de ce dernier qui, en dépit de tout ce qu'on a pu ou qu'on pourra lui imputer comme crimes politiques et humains (le livre de Saïd Sadi est édifiant sur ce sujet), a cherché à donner au pays les bases d'un développement économique dont on pouvait attendre, à défaut de liberté, un certain progrès social, le régime actuel a substitué le népotisme et la corruption comme forme de gestion des affaires de l'Etat sur fond de distribution de prébendes, de pri-

vilèges et de passe-droits dans un climat général de gabegie. Sans doute a-t-il aussi hérité des deux régimes présidentiels qui l'ont précédé (celui de Houari Boumediène et celui de Chadli Bendjedid) la pratique honteuse du bourrage des urnes, que les Algériens associaient, avant la guerre, au nom de triste mémoire de l'un des gouverneurs généraux de l'Algérie coloniale — le socialiste Naegelen. Mais au moins ces deux régimes ne se prévalaient-ils pas de la démocratie pluraliste comme c'est le cas de l'actuel. Jamais, excepté peut-être sous le régime finissant de Chadli Bendjedid, le pays n'a connu pareille dérépitude sociale, ni un tel degré de corruption du personnel politique et administratif. Par-delà les similitudes des trois régimes présidentiels (qui ont en commun le même noyau dur constitué par les anciens du MALG), le régime autoritaire actuel se distingue par un degré inouï de concentration des responsabilités publiques entre les mains d'un personnel politico-administratif corrompu, issu en quasi-totalité d'une seule et même région du pays (voire en majorité d'une seule localité) — celle dont est originaire le Président lui-même. Une réponse partielle à l'interrogation ci-dessus est à rechercher dans l'existence de la rente pétrolière dont le régime use comme d'une manne providentielle.

Coincidant avec la phase ascendante des prix du pétrole sur le marché mondial, le régime présidentiel de Bouteflika s'est instauré sous les meilleurs auspices. Noyé sous une masse d'argent qui dépasse de loin les capacités d'absorption de l'économie du pays (dont le potentiel productif a été anéanti plutôt que revigoré par le programme d'ajustement structurel adopté en 1995 sous la férule du FMI), il a poussé jusqu'à l'absurde la pratique de la sous-estimation systématique des prix du pétrole dans l'élaboration du budget de l'Etat. Le résultat aberrant recherché (et obtenu) peut être formulé comme suit : tandis que le dit budget est fortement et structurellement déficitaire au point que le fonctionnement normal de certaines institutions et organismes publics ne peut être régulièrement assuré, les banques

publiques et les institutions financières croulent littéralement sous le poids des surliquidités qu'elles n'arrivent pas à placer en la forme habituelle de crédits à l'économie. Une épargne oisive s'est donc constituée, grossissant chaque année de sommes faramineuses qui ne demandaient qu'à être dépensées ; ce que les soutiens du Président allaient s'atteler à faire pour assurer une base sociale élargie au régime — et, le cas échéant, une succession dynastique. Soustraite aux contrôles institutionnels les plus élémentaires dès lors qu'elle n'est pas inscrite en ressources au budget, retirée du circuit économique pour être accumulée dans les coffres des banques publiques agissant en autant de doublures du Trésor sans être soumise aux mêmes règles de contrôle de la dépense que les ressources de ce dernier, cette épargne est livrée à tous les appétits.

Outre les détournements d'argent en la forme de commissions sur marchés publics, de faux en écriture, de passation de marchés de complaisance, de crédits à des entreprises sans fonds propres etc., des sommes faramineuses ont été dépensées à l'occasion des élections présidentielles dans ce qui s'apparente à un achat massif des voix des électeurs dans toutes les régions du pays. Sur simple instruction du Président, les dettes des agriculteurs (dont de riches propriétaires terriens qui se sont lancés dans des investissements de reconversion sur crédits publics) ont été effacées lors des précampagnes électorales de 2004 et de 2009.

Des octrois de fonds à des institutions-relais du régime (telles les zaouïas) sont effectués tandis que de prétendus programmes régionaux de développement non inscrits au budget de l'Etat ont été financés à fonds perdu sur décision intempestive de la même autorité lors de ces mêmes précampagnes ou à d'autres occasions. Ne parlons pas des investissements pharaoniques dont les coûts exorbitants intègrent commissions et intéressement des parties algériennes contractantes (autoroute Est-Ouest, projets de Sonatrach, etc.), ni des projets de pur prestige d'un coût estimatif dépassant l'entendement (Grande Mosquée d'Alger).